



Entretien avec SEM Alexey Meshkov, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie en France.

Russie et France : une coopération indispensable

En poste à Paris depuis 2017, l'ambassadeur de la Fédération de Russie n'accorde que très rarement d'entretiens. Pour *Conflits*, il brosse un panorama de la relation bilatérale franco-russe et des enjeux actuels.

Propos recueillis par Tigrane Yégavian



CONFLITS: Excellence, quel bilan faites-vous de la relation bilatérale franco-russe trois ans après la prise de fonction du président Macron?

Il s'avère que je suis arrivé en France en ma qualité d'ambassadeur de la Fédération de Russie en automne 2017, peu après l'élection d'Emmanuel Macron au poste de président de la République. Je suis donc assez bien placé pour porter un regard objectif sur l'évolution des relations russo-françaises ces dernières années. Le nouveau président français a tout de suite démontré son intention de rétablir la confiance entre Moscou et Paris. Victimes de la crise générale dans nos relations avec l'Occident, qui avait pris le cap de la confrontation et des sanctions contre la Russie, nos relations bilatérales traversaient alors une période difficile.

Je trouve assez révélateur le fait que le président de la Russie monsieur Vladimir Poutine soit le premier chef d'une puissance étrangère invité en France par le président Emmanuel Macron quelques jours à peine après son investiture. La première rencontre des deux chefs d'État le 29 mai 2017 à Versailles a été hautement symbolique, car attachée au tricentenaire de la visite historique en France de l'empereur russe Pierre le Grand, qui avait marqué le début des relations diplomatiques entre nos deux pays. Le bilan des négociations qui ont eu lieu à ce moment n'a fait que confirmer la volonté réciproque d'intensifier le dialogue franco-russe. Un rôle particulièrement important a été attribué aux échanges entre les sociétés civiles - raison pour

laquelle les deux présidents ont annoncé le lancement d'un nouveau forum russofrançais – le Dialogue de Trianon.

Les années suivantes, les contacts entre la Russie et la France, y compris au sommet, ont suivi une évolution positive quoique bien moins dynamiques qu'en période d'« avant-sanctions ».

Il faut comprendre que notre coopération bilatérale, indépendamment de la situation internationale, se fondait et se fonde toujours sur les liens historiques pluriséculaires, la sympathie entre nos peuples, leur affinité spirituelle et culturelle, ainsi que la responsabilité partagée du maintien de la paix et de la sécurité sur notre planète. Il convient de se souvenir que la Russie et la France sont toutes deux membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

C'est pourquoi l'ordre du jour russofrançais porte aujourd'hui non seulement sur les questions bilatérales – comme le développement des échanges dans le domaine politique, économique, commercial, culturel, humanitaire et autres – mais couvre également les problèmes d'envergure globale, les nouveaux risques et défis auxquels l'humanité fait face, y compris le terrorisme international, le renforcement du système de stabilité stratégique et du contrôle des armements, les changements climatiques, la croissance du potentiel de conflit dans les différentes régions du monde.

En 2018, Emmanuel Macron s'est rendu à son tour en Russie à la tête d'une grande

LE GRAND ENTRETIEN

délégation qui représentait la France au Forum économique de Saint-Pétersbourg. Puis cette même année il est revenu en Russie encore deux fois pour soutenir les Bleus lors de la coupe du monde de football. En 2019, c'est Vladimir Poutine qui a visité la France à trois reprises. Outre cela, nos deux présidents ont profité de toute occasion pour « synchroniser les montres », soit en marge de grandes manifestations internationales, soit par téléphone. Au centre de leurs préoccupations se trouvaient le règlement des conflits en Syrie, en Libye et en Ukraine, ou encore le dossier nucléaire iranien. Ces derniers temps s'y est aussi ajoutée la situation dans le Haut-Karabakh.

La rencontre des deux chefs d'État au fort de Brégançon le 19 août 2019 est devenue vraiment emblématique. Organisée à l'initiative du président Emmanuel Macron, elle était appelée à donner un nouveau souffle au rapprochement entre la Russie et la France. C'est là que les deux présidents ont décidé de lancer le dialogue stratégique sur une nouvelle architecture de sécurité en Europe, dont ils ont défini les domaines prioritaires le 26 juin 2020 lors du sommet russo-français organisé sous forme de visioconférence vu la situation épidémiologique. Au centre de leurs discussions se trouvaient également des questions sur la stabilité stratégique et la sécurité européenne, les nouveaux risques et défis, dont le terrorisme, la criminalité financière, le trafic des stupéfiants, la cybercriminalité, le dossier spatial et le règlement des crises régionales. Le dialogue commencé l'année dernière dans le cadre de groupes de travail sectoriel sera poursuivi.

Bien sûr, la coopération bilatérale russo-française ne se limite qu'à des échanges entre les deux présidents. Un dialogue étroit et intense entre Moscou et Paris est maintenu également au niveau des ministères des Affaires étrangères et d'autres services compétents. Les liens interparlementaires se développent et s'élargissent grâce aux « groupes d'amitié » formés au sein des deux chambres de nos Parlements respectifs. Je me félicite également du développement de la coopération interrégionale. Plus de 50 entités fédérées de la Fédération de Russie maintiennent des liens avec leurs partenaires français et cette année 2021 a

été proclamée année croisée russo-française de la coopération interrégionale. Nous nous réjouissons d'ailleurs d'avoir pu officiellement lancer cette belle initiative le 19 mars dernier.

Nos échanges économiques et commerciaux englobent un vaste éventail de secteurs allant de l'agriculture à l'exploration spatiale et disposent d'un potentiel énorme que nous devons promouvoir et faire réaliser. Un grand travail commun nous attend donc, y compris sur le plan intergouvernemental.

Il serait injuste de ne pas évoquer les liens bilatéraux culturels et humanitaires dont le niveau a traditionnellement été excellent même aux pires moments de notre histoire. Je compte sur les manifestations prévues dans le cadre du grand festival culturel « Les Saisons russes en France », lancé en 2020 mais reporté à cause de la pandémie, qui auront lieu cette année. Parmi les projets phares, l'exposition « Chefs-d'œuvre de l'art nouveau de la collection Morozov » organisée par la fondation Louis Vuitton en coopération avec les grands musées russes, dont l'inauguration prévue initiallement en mai, a malheureusement dû être reportée à l'automne pour des raisons épidémiques.

Le président Macron, recevant le président Poutine au palais de Versailles puis au fort de Brégançon, avait fait part de son avis de « repenser très profondément » les rapports franco-russes, sans « naïveté » pour sortir de la « défiance ». À l'heure actuelle, quels sont les principaux obstacles au réchauffement des relations franco-russes?

Une semaine à peine après le sommet au fort de Brégançon, le 27 août 2019, Emmanuel Macron a souligné lors de la conférence annuelle des ambassadeurs français que la tâche de « recréation de la civilisation européenne » ainsi que celle de « construire une nouvelle architecture de confiance et de sécurité en Europe » serait impossible à réaliser sans la Russie.

À cet égard, comme vous l'avez bien remarqué, il a appelé à « repenser très profondément » les liens avec notre pays. Il est à noter que dans ce même discours le président de la République a évoqué l'existence en France d'un certain « État profond » qui agirait, selon lui, suivant sa propre logique et en dépit des instruc-

tions du président, compliquant également le rapprochement avec la Russie. À cet égard, on pourrait supposer que l'action de cet État profond en France serait un des obstacles pour améliorer les relations entre Moscou et Paris. Pour ma part, je puis vous assurer en parfaite connaissance de cause qu'il n'y a pas de tels obstacles du côté russe. Tous les organismes et structures d'État visent à développer des relations stables et constructives avec les partenaires français, fondées sur l'égalité des droits et le respect mutuel des intérêts de chacun.

Force est de constater que le caractère et le dynamisme de nos relations bilatérales restent largement influencés par les forces extérieures qui voudraient la confrontation avec notre pays et l'affaiblissement de la coopération russo-française. Hélas, ce sont souvent ceux qui optent pour la montée des pressions, y compris par le biais des sanctions illégales et illégitimes contre la Russie, qui forment l'ordre du jour des Occidentaux. Le dernier exemple en date est la provocation autour du blogueur russe Alexeï Navalny, qui a été inspiré de l'extérieur de A à Z.

Malheureusement, dans cette affaire Paris a emboîté le pas de Berlin, inculpant la Russie du prétendu empoisonnement dont aucune preuve n'a jamais été présentée, et initiant de concert avec les Allemands en octobre 2020 un nouveau train de sanctions européennes contre la Russie. Il est important de souligner que dès le début, la partie russe s'est prononcée pour une enquête approfondie et impartiale de tous les éléments de cette affaire. Toutefois ni la demande d'entraide judiciaire officiellement adressée par le parquet général de la Fédération de Russie au ministère français de la Justice, ni la note de notre ambassade au Quai d'Orsay n'ont été suivies d'effet. Comment une telle approche pourrait-elle contribuer à sortir de la défiance ?

Un autre fait éloquent. Parmi les Russes interdits de territoire en Europe à la suite des sanctions adoptées par l'UE en 2014 et régulièrement élargies depuis figurent au moins deux chevaliers et un officier de la Légion d'honneur. Ce sont pourtant des gens qui défendaient et continuent de défendre nos intérêts communs.

Revenant à votre idée de sortir de la défiance, je tiens à souligner que toute



défiance, tous malentendus dans les relations entre les États comme dans celles entre les personnes peuvent être surmontés grâce à un dialogue franc et honnête. Il faut toutefois que ce dialogue soit réciproque.

Je suis persuadé que grâce au dialogue régulier et confiant entre nos chefs d'État, grâce aux efforts de tous les acteurs intéressés, qu'ils soient issus des structures d'État, de la communauté d'affaires ou de la société civile, nous saurons assurer le développement et le renforcement stable et continu de nos relations.

Pensez-vous que Paris et Moscou puissent porter un projet civilisationnel européen face aux défis communs (terrorisme, communautarisme, unilatéralisme américain, rivalité sino-américaine...) ?

Lors de la rencontre au fort de Brégançon, le président Emmanuel Macron a soutenu l'idée de Vladimir Poutine de convoquer un sommet d'États, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, afin de discuter des problèmes clés de la sécurité universelle et de l'ordre mondial. Une telle discussion pourrait contribuer à résoudre les différends entre les grandes puissances mondiales, leur permettre de joindre leurs efforts pour consolider les bases légales des relations internationales, confirmer le principe du multilatéralisme, harmoni-

ser les approches de la lutte contre les nouvelles menaces et défis, au règlement des crises régionales, à la prévention des conflits armés, au maintien de la stabilité stratégique globale.

D'ailleurs, si vous vous tournez vers l'histoire, vous verrez combien de fois l'état des relations entre la Russie et la France a été déterminant pour la politique européenne, servait de gage de sécurité et de stabilité sur notre continent, mais aussi en grande mesure dans le monde. Ce rôle qui nous revient reste toujours d'actualité.

Pensez-vous que Paris et Moscou pourraient collaborer à l'avenir dans le spatial et l'internet dans le cadre de la lutte contre les nouvelles menaces ?

Ces dernières années, nous constatons la rivalité toujours plus aiguë entre les États et par conséquent la croissance du potentiel de conflit dans l'espace cosmique et le cyberespace. À cet égard, la coopération russo-française en vue de monter un cadre juridique international approprié et contribuer au règlement des problèmes relève d'une importance particulière. Et ce n'est pas un hasard si ces deux secteurs ont été définis comme prioritaires dans le cadre du dialogue stratégique que nous sommes en train de développer entre nos deux pays.

La Russie et la France sont deux puissances spatiales qui détiennent une longue expérience de coopération dans ce domaine. Outre la réalisation de programmes bilatéraux de coopération et des tirs conjoints d'appareils spatiaux, la Russie et la France travaillent côte à côte dans le cadre de différents formats onusiens – la première commission de l'assemblée générale de l'ONU, la commission du désarmement des Nations unies, la conférence du désarmement (UNODA), le comité des Nations unies pour l'utilisation pacifique de l'espace (CUPEEA), etc. Ils sont également membres de tout un système d'accords internationaux en cette matière.

Moscou et Paris partagent leur vision quant à la nécessité d'assurer la sécurité d'exploration spatiale et sa conformité aux normes du droit international. Nous sommes également d'accord pour prévenir la course aux armements dans l'espace cosmique pour ne pas en faire une nouvelle arène de confrontation.

La Russie appelle tous les partenaires étrangers, dont la France, à soutenir nos initiatives constructives, y compris la proposition de lancer les négociations sur le traité de la prévention du déploiement d'armes dans l'espace cosmique, le non-recours à la force ou à la menace de la force à l'égard d'appareils spatiaux (PPWT), la mise au point de mesures de transparence et de confiance dans l'espace, l'engagement politique universel

sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier (NFP). Nous espérons que Paris soutiendra nos propositions.

Dans le domaine de la sécurité informatique internationale, la Russie et la France se prononcent toutes les deux pour lancer des négociations sous l'égide de l'ONU. Les partenaires français participent aux activités du groupe de travail à composition non limitée convoqué à l'initiative russe et chargé de mettre au point les règles, les normes et les principes du comportement responsable des États dans le cyberespace, ainsi que de trouver des réponses communes aux cybermenaces. Bien sûr, parfois nos positions sur ces sujets diffèrent, mais nous essayons de poursuivre à titre régulier notre travail avec les partenaires français afin de rapprocher nos positions, les inviter à intervenir en tant que coauteur des résolutions de l'ONU. Ce qui compte, c'est que les deux parties sont ouvertes au dialogue, d'autant plus que nous avons tout un éventail de sujets d'intérêt commun les problèmes du développement digital (y compris la tâche de surmonter les inégalités de ce développement dans le monde), la cybersécurité des grandes manifestations, le développement et l'utilisation de la 5 G, etc. À cet égard, je tiens à souligner le dialogue constructif sur les questions de cybersécurité qui existe entre le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie et le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale de la République française. La réunion du dialogue stratégique interministériel pour la sécurité informatique, le 11 septembre 2020 à Paris, qui a permis de mettre au point un plan de coopération bilatérale dans le cyber en a été un élément important. Les deux partis aspirent à rendre ce dialogue régulier. Nous espérons vivement que la situation épidémique n'empêchera pas la tenue des manifestations et des rencontres prévues pour l'année 2021.

Coprésidente du groupe de Minsk dans le cadre de la résolution du conflit du Karabagh, Paris s'est senti délaissé par le tandem russo-turc au Caucase, mais aussi en Méditerranée orientale. Quel regard portez-vous sur l'avenir du groupe de Minsk ?

Non, je ne suis pas d'accord que la France soit délaissée. Elle est un des trois coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE pour le règlement dans le

Haut-Karabakh et elle assume pleinement cette responsabilité en tant que médiateur international.

Les coprésidents du groupe de Minsk ont à plusieurs reprises souligné l'importance de régler le problème du Haut-Karabakh sur la base des trois principes sur lesquels repose également la déclaration tripartite du président de l'Azerbaïdjan, du Premier ministre de l'Arménie et du président de la Fédération de Russie du 9 novembre 2020 sur le cessez-le-feu et l'arrêt de toutes les hostilités dans la zone de conflit du Haut-Karabakh. À la suite de ces déclarations, les trois chefs d'État et de gouvernement se sont penchés le 11 janvier dernier à Moscou sur les mesures concrètes visant à rétablir des liens économiques, débloquer les communications et développer l'infrastructure. Une déclaration spéciale a été adoptée à cet égard.

Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire pour appliquer tous les éléments de ces arrangements qui seront sans aucun doute profitables pour la partie arménienne comme azerbaïdjanaise, mais aussi pour toute la région du Caucase Sud. À cet égard, cela nous intéresse de poursuivre la coordination d'efforts des trois coprésidents du groupe de Minsk. Les questions prioritaires restent pourtant le retour sécurisé des réfugiés et des personnes déplacées, le déblocage des liens économiques et de transport dans la région, les livraisons d'aide humanitaire et la reconstruction de l'infrastructure civile. La coopération avec les organisations internationales comme le CICR, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, les programmes du développement de l'ONU et de l'Unesco en vue de venir en aide à la population civile en détresse et de protéger le patrimoine culturel de la région revêt donc une importance particulière.

Ainsi, je préfère me concentrer plutôt sur le travail réel que le groupe de Minsk mène au quotidien pour le règlement durable en Haut-Karabakh que sur les pronostics quant à son avenir.

La France entretient aujourd'hui comme hier une relation passionnelle avec la Russie : les Français adorent la Russie ; mais adorent aussi la détester. C'est le cas au moins depuis les guerres napoléoniennes et l'alliance franco-russe de 1892. Sans doute nos relations

sont l'une des plus saturées de clichés littéraires et de références historiques qui remontent à Anne de Kiev (1024-1075). Comment l'opinion russe perçoitelle notre pays aujourd'hui?

Il serait difficile, voire impossible, de surévaluer le rôle que la France a joué dans la formation de la civilisation occidentale. Au long de plusieurs siècles et jusqu'à nos jours, les dirigeants français influençaient directement le cours de l'histoire européenne et participaient à déterminer les axes de son évolution. Les œuvres des philosophes humanistes français ont en grande mesure cadré la mentalité d'un « Européen moderne », la Russie ne faisant pas exception.

La première rencontre de la cour russe avec la culture française a eu lieu sous Pierre le Grand qui avait été impressionné et émerveillé par la France après son voyage de 1717. Ce rapprochement culturel s'est poursuivi sous le règne de sa fille – l'impératrice Élisabeth – pour atteindre le sommet à l'époque de Catherine II, dite la Grande. La langue et le savoir-vivre français prennent dès lors place dans la vie quotidienne de la noblesse russe, tandis que la peinture, la littérature, l'architecture françaises deviennent des points de repère pour les artistes russes.

À l'époque soviétique, malgré la confrontation idéologique entre les deux blocs, le cinéma français, la littérature et la musique jouissaient d'une popularité absolument fantastique dans notre pays. Je peux vous assurer que Charles Aznavour ou Alain Delon n'étaient pas moins populaires en URSS qu'ils ne l'étaient en France.

Les projets culturels français restent extrêmement populaires en Russie, même de nos jours. Ainsi l'exposition des trésors de la Sainte-Chapelle au Kremlin et celle intitulée « Picasso et Khokhlova » au musée des beaux-arts Pouchkine ont fait salle comble. Tout comme la tournée de l'Opéra de Paris, ovationnée par le public à Novosibirsk. Et bien sûr, les Russes ont sincèrement partagé le triomphe des Bleus à la coupe du monde de foot en 2018.

Autrement dit, pour nous les Russes, la France portait et porte toujours une sorte d'auréole magique très attractive. Et la conjoncture politique n'a rien à voir avec cette image immanquablement positive, je dirais même romantique, qu'elle exerce chez les Russes.